

Edito

Vive la sécurité !

L'obsession sécuritaire empoisonne nos existences (cf. article Romain Biever au verso).

Et par ailleurs, on en réclame. La liberté de licencier et d'embaucher permettrait de créer des emplois, selon les tenants du libéralisme, ... mais ne saurait soutenable que si elle s'accompagne de filets de sécurité, selon les humanistes.

Alors à quoi aspirons-nous ?

En se référant à Wikipedia (cf. www.wikipedia.org), on peut déterminer différentes logiques de sécurité:

«La sécurité est l'état d'esprit d'une personne qui se sent tranquille et confiante. C'est le sentiment, bien ou mal fondé, que l'on est à l'abri de tout danger; il combine calme, confiance, quiétude, sérénité, tranquillité, assurance, sûreté.»

La plus grande partie de la population y aspire. On ne doit pas la confondre avec le «sécuritarisme» qui renvoie à la logique sécuritaire.

«Le sécuritarisme est la tendance d'une société ou d'un pouvoir à donner une priorité excessive à la sécurité matérielle de tout ou partie d'un pays ou d'un groupe social, souvent au mépris des libertés individuelles. Dans les cas les plus extrêmes, il peut mener à la dictature, lorsque la lutte contre une insécurité réelle ou fantasmée est instrumentalisée par le pouvoir pour justifier la mise en place d'un régime particulièrement répressif.»

Le délire sécuritaire a pour fonction principale de défendre les intérêts matériels d'une partie de la population. La défense des intérêts catégoriels prend le pas sur l'intérêt général. La plupart des grands médias alimentent ce sentiment d'insécurité et, comme toujours, ce sont les possédants qui en profitent.

La logique du capitalisme est la rentabilisation du capital financier. La force de travail devient une variable d'ajustement. Plus elle est flexible et plus elle est ajustable. Le coût social de cette flexibilité c'est l'incertitude et la peur du lendemain. La peur de la misère, réelle. Elle touche aujourd'hui: 15 % de la population de l'Union Européenne et 18 % au Royaume-Uni (sources Eurostat) qui a opté pour des politiques de déréglementation et de moindre redistribution et que l'on cite fréquemment comme modèle. Travailler ne garantit pas la prospérité. Les travailleurs pauvres sont de plus en plus nombreux en Europe. La précarité est un des facteurs déterminants de la pauvreté au travail.

Cette insécurité sociale nourrit le fantasme de l'insécurité tout court. Seule la solidarité permet de lutter contre cette insécurité. Certes un emploi pour tous peut être le 1er gage de cette solidarité. Mais seulement s'il est décent. Il crée alors la confiance ... et le sentiment de sécurité !

Eric LAVILLUNIERE

Des événements à venir:

Grenoble (Fr) – 1er et 2 Juin

VIèmes rencontres internationales du Réseau Interuniversitaire de l'Economie Sociale et Solidaire: «Economie sociale et solidaire et Europe: quel avenir ?» Cf. www.iep-grenoble.fr

Roanne (Fr) – 23 Juin

journée d'études du GRIL «Communiquer l'utopie: promouvoir l'économie solidaire au niveau local, national et international» Cf. www.inees.org (rubrique événements)

Entretien avec le Dr. Susanne Elsen

sur le rôle et la perception de l'économie solidaire en Allemagne

Susanne Elsen est Professeur à l'Université des Sciences Appliquées (Fachhochschule) de Munich et membre du CA d'INEES

La notion d'«économie solidaire» est actuellement peu débattue en Allemagne alors que les publications d'auteurs allemands sont de plus en plus nombreuses sur ce sujet et qu'il existe depuis quelque temps à Munich une filière européenne de master «Développement de la collectivité et l'économie locale». Le débat sur le «troisième pilier» (secteur intermédiaire entre le secteur public et le secteur privé) est présent dans l'aménagement du territoire, dans l'économie sociale et récemment dans le domaine de l'engagement citoyen». Il s'agit néanmoins d'une action toujours sociale mais jamais socio-économique. Un certain nombre d'experts en politique sociale et en activités socio-économiques abordant la pratique, l'enseignement et la recherche tente de lancer sur ce sujet un débat public qui s'avère toutefois pas encore suffisamment pertinent en terme de mise en pratique et de politique.

Le problème est qu'actuellement se confirme (aussi bien en Allemagne qu'en Europe) une tendance qui s'éloigne de «l'économie sociale de marché» pour se rapprocher d'une pure économie de marché. Même si la Constitution européenne s'engage dans son article 1-3 pour une «économie sociale de marché hautement compétitive», cette volonté ne saurait cacher une contradiction insurmontable. Il y est question d'une «haute compétitivité». Or, dans le marché international, la compétitivité repose, d'une part, sur les possibilités d'offrir les meilleurs placements à l'échelle mondiale au capital mobile et, d'autre part, sur les possibilités d'être à la tête du marché de l'exportation grâce aux avantages de coûts. Ces deux points vont de pair avec des économies réalisées dans le domaine écologique et social, une dérégulation, une privatisation et réduction des infrastructures publiques qui sont au service des citoyens et de la collectivité.

Les structures existantes actuellement en Allemagne aussi parlent plutôt contre le développement d'une économie solidaire. En voici des raisons:

- un sens civique qui manque actuellement encore d'assurance et de force innovatrice pour pouvoir développer un troisième pilier,
- des structures étatiques dans lesquelles syndicats, chambres, associations caritatives, sociétés coopératives et groupes d'intérêts freinent par leur forte influence les évolutions plutôt qu'elles ne les encouragent,
- une orientation du marché puissante et unilatérale, tournée en fait vers les grandes entreprises, entraînant un manque d'identification avec les idées d'une économie solidaire ainsi qu'
- un manque de coopération entre les initiatives d'économie solidaire qui un peu partout se perdent souvent dans une lutte d'influence et une concurrence acharnée pour obtenir des soutiens financiers.

Des fonds publics d'encouragement ont beau de plus en plus soutenir des initiatives portant sur le thème de «l'économie locale», ces projets ne s'inscrivent pour autant pas dans une logique d'alternatives durables. Ils font plutôt office de promotion économique locale ou de politique de l'emploi visant à promouvoir l'«employabilité» et on ne saurait parler d'une identification avec la philosophie et la mise en pratique de l'économie solidaire.

Parallèlement, il s'est toutefois constitué différents réseaux dont l'approche est plutôt civique et qui adhèrent à une philosophie démocratique du développement socio-économique et écologique; ces réseaux ont organisé des conférences et ateliers de travail et ont en particulier lancé des projets de formation, de recherche et de développement. Il s'agit ici avant tout de combler les fossés, d'identifier les objectifs communs et de concrétiser l'économie solidaire.

On peut aussi constater qu'il apparaît actuellement de plus en plus de petites sociétés coopératives sociales et de production qui sont une réponse à de concrètes situations critiques et qui par leur travail se positionnent dans le secteur de l'économie solidaire, agissant toutefois malheureusement de manière isolée et sans connexion à des réseaux existants.

Point de vue

Sécurité – convivialité - Un choix de société?

La sécurité est à l'ordre du jour de l'agenda mondial. Manifestement. Ceux qui recherchent la sécurité auprès de leur(s) dieu(x), se terrorisent, les uns, les autres. Les peuples du monde se désolidarisent. Forcément.

Les règles érigées pour l'organisation du commerce mondial invitent tout un chacun à la bataille. Les effets sont néfastes pour une évolution harmonieuse entre acteurs économiques potentiels. Une partie des femmes, des hommes, jeunes et enfants, sont exclus d'une participation décente à la vie communautaire. Les lois répressives à leur égard se succèdent pour qu'une partie de la population puisse vivre en toute sécurité.

La terre est divisée en enclaves accueillant dans certains endroits ceux et celles qui aspirent à une vie en sécurité et regroupant dans d'autres endroits ceux et celles qui risquent de la compromettre. L'hystérie de la sécurité appartient à une minorité au plan mondial, elle gagne en importance, notamment au sein des populations de la partie occidentale du monde.

Les maladies contagieuses et autres épidémies venues d'ailleurs nous menacent dans nos pays. La prophylaxie nous oblige à être sévères envers tout ce qui nous paraît étranger. La prophylaxie et l'hystérie, des cousines naturelles, agissent de plus en plus fort sur nos besoins en sécurité, jusqu'à nous rendre incapables de jugements sensés sur notre vie quotidienne communautaire. Ces besoins de sécurité s'infiltrent comme une maladie vorace dans nos communautés.

La logique de la scission sécurisante, devient tellement omniprésente et obsessionnelle dans notre vie quotidienne que des questions, comme celles de consommer ou non des cuisses de grenouilles ou d'être fumeur ou non-fumeur, sont radicalisées de manière à porter des réponses sédatives à nos craintes existentielles. La différence sécurisante prend le pas sur la solidarité inconditionnelle. La peur est l'ennemie de la solidarité.

Mais, faut-il avoir peur? Et de quoi? Les règles qui gèrent notre vie commune sont conçues par nous même: c'est le système des lois et des conventions avec lequel nous organisons et gérons le fonctionnement de nos sociétés, sur notre planète commune.

Sont-elles adaptées? Apparemment, non. Nous avons peur.

Ces règles construisent des murs sensés nous protéger et paradoxalement alimentent les haines et les peurs afférentes. La peur est mauvaise conseillère et la sécurité se révèle traîtresse.

Sommes-nous condamnés dans cette spirale infernale? Non, car nous avons la responsabilité de l'organisation de la vie en collectivité. C'est tout le sens de nos valeurs démocratiques.

A quoi aspirons-nous, en fin de compte? A se retrancher inexorablement, dans une course sans fin, derrière ces réflexes anxiogènes qui s'autoalimentent ou au contraire à s'exposer au risque de la liberté? De la liberté de choisir, d'agir, d'entreprendre, au risque de partager plutôt que de concurrencer et jalouser. Au risque de la convivialité disparue, de la solidarité retrouvée. Au risque politique de porter l'économie solidaire.

Romain Bieber - Président d'INEES

Administrateur délégué d'Objectif Plein Emploi - Luxembourg

INEES est partenaire du réseau Objectif Plein Emploi qui se rendra à Nantes pour confronter ses pratiques et espère rencontrer des responsables d'entreprises solidaires désireux de travailler sur les modes de management dans l'économie plurielle.

Entretien avec le Dr. Susanne Elsen (suite)

On peut aussi constater qu'il apparaît actuellement de plus en plus de petites sociétés coopératives sociales et de production qui sont une réponse à de concrètes situations critiques et qui par leur travail se positionnent dans le secteur de l'économie solidaire, agissant toutefois malheureusement de manière isolée et sans connexion à des réseaux existants.

L'objectif des différents mouvements en Allemagne doit être d'ancrer l'économie solidaire dans la vie civique, économique et politique. L'économie solidaire suit une autre logique que l'économie dominante tournée vers le profit. Elle a une autre image de l'humain et une autre conception de l'économie et de la société, elle suit d'autres principes de coordination et d'autres façons d'agir et vise une gestion durable sur le plan économique, social et écologique. Cette exigence tient lieu de critère pour toute la valeur ajoutée et l'affectation des bénéfices. Car le problème n'est pas de rechercher le bénéfice mais de savoir comment réaliser ce bénéfice et comment l'utiliser.

L'intérêt porté aux alternatives proposées à l'économie actuelle est donc bien là en Allemagne et cela au sein de groupes sociaux tout à fait différents. Il s'agit de trouver des alliés, en particulier dans les mouvements sociaux et d'ainsi de renforcer l'idée et la mise en pratique de l'économie solidaire en s'appuyant sur des traditions oubliées et sur la bonne pratique qui fut négligée en pays germanophones.

Ces propos ont été recueillis par INEES et mis en forme par Christina Schürr (OPE - Lux.) - l'interview intégrale est disponible en allemand à l'adresse www.inees.org - rubrique newsletter.

Les Ecosolies – Nantes les 9, 10 et 11 Juin

«Construire ensemble un territoire solidaire ouvert sur le monde»

Les Ecosolies: c'est à la fois un événement et une association.

Une association qui rassemble en son sein les acteurs impliqués dans l'économie sociale et solidaire (ESS): les nombreuses structures associatives locales, mais aussi les grandes organisations telles que les coopératives bancaires ou les mutuelles du secteur de la santé. Née du constat que l'ESS est peu connue du grand public, elle s'est fixée comme objectif de faire connaître au plus grand nombre non seulement les valeurs défendues par l'économie sociale et solidaire mais aussi la diversité de ses structures et ses différents projets. Elle a initié différentes actions de promotion de l'ESS avec en toile de fond un projet phare: faire de juin 2006 le mois de l'économie sociale et solidaire.

Cet événement, d'ampleur nationale et internationale, sera la plus grande manifestation jamais organisée en France et probablement en Europe autour de ce thème. Au total, ce sont plus de 300 acteurs du territoire qui construisent main dans la main ce mois de l'économie sociale et solidaire et 30.000 participants attendus. Concrètement, plusieurs événements auront lieu dans toute la région des Pays de la Loire dont:

-A Nantes les 9, 10 et 11 juin: l'événement majeur: une grande rencontre populaire en plein cœur de Nantes. A l'image de l'économie sociale et solidaire, tout à la fois festival, lieu de rencontres et de présentation d'initiatives cet événement central mêlera des expositions, des débats, des marchés bio et équitables, des concerts... Un espace central est consacré à la présentation d'initiatives européennes (échanges de pratiques, débats, expos...), avec notamment les réseaux REVES, INEES, OPE-Lux, et d'autres délégations étrangères.

-Du 12 au 30 juin 2006, une exposition itinérante proposera de découvrir les initiatives d'une centaine d'acteurs du territoire en se fixant dans les principales villes de la région des Pays de la Loire. Des animations et des portes ouvertes se tiendront dans les 24 communes de Nantes Métropole.



Pour participer, partager une présence dans un stand et pour tout renseignement: www.ecossolies.fr ou + 33 (0) 240 893 369